

L'armée française n'est qu'un tigre de papier sans stocks de munitions

Category: 2020-2030,Actualités,Armement,Géopolitique,Livres et publications,Services français
30 mars 2024



La guerre en Ukraine démontre chaque jour que l'accès aux munitions et missiles représente la condition essentielle pour tenir face à un adversaire dans un conflit de haute intensité. Sans cela, la bravoure des soldats pourrait s'avérer vaine au bout de quelques semaines, voire de quelques jours...

Commentaire AASSDN : L'article ci-dessous signé par le Groupe Mars* et paru dans *La Tribune*, évoque la remontée en puissance de notre armée et en particulier la production de matériels et la reconstitution des stocks de munitions. Mais en réalité, la France paie aujourd'hui la réduction continue de la part de son PIB qu'elle a consacré à sa Défense pendant plus de 35 ans. En 1980 l'effort de défense était de 3% du PIB (pourtant après 2 chocs pétrolier), en 2015 cet effort ne s'élevait plus qu'à 1,5% du PIB. Il devrait remonter à 1,9% en 2024 et à 2% en 2030. A ce rythme (+ 0,5 % en 15 ans de 2015 à 2030) il faudra ensuite 30 ans pour passer de 2% à 3% du PIB, soit en 2060 !

En outre il faudra compenser les centaines de milliards qui n'ont pas été investis dans les armées pendant ces décennies où la part du PIB a été et restera inférieure à 3%, chiffre considéré comme un niveau minimal (indispensable et supportable) pour disposer d'une armée au niveau des missions vitales que la France se fixe. Mais au regard des nouvelles menaces et technologies, et avec un effort de seulement 3% pour sa Défense la France se doit de hiérarchiser ses priorités capacitaires afin d'assurer avant toute chose la défense de l'intégrité du territoire (Métropole, DROM-COM et ZEE) et la protection de sa population (en France et expatriée).

Extraits de l'article du groupe Mars

Entre les objectifs du discours sur l'économie de guerre et la réalité des engagements budgétaires, il faut être clair : le compte n'y est pas – et de très loin ! La guerre ne se gagne pas avec des mots et des postures, aussi brillantes soient-elles. Elle se gagne avec les matériels et les munitions dont disposent nos soldats. Entre les objectifs du discours sur l'économie de guerre et la réalité des engagements budgétaires, il faut être clair : le compte n'y est pas – et de très loin ! Pourtant, cette situation n'est pas nouvelle. Déjà lorsque les troupes françaises ont été déployées en Afghanistan il y a plus d'une décennie, nos soldats tiraient le diable par la queue faute de stocks adéquats.

La situation vécue aujourd'hui par les armées ukrainiennes devrait pourtant produire un sursaut. Faut-il rappeler que l'artillerie ukrainienne consomme chaque jour un nombre d'obus correspondant à ce que notre industrie peut fabriquer en un mois ? Depuis trois décennies, les armées ont vu leurs stocks de munitions et de missiles se réduire sans cesse pour ne conserver qu'un niveau minimal et aboutir à une « *armée bonzaï* ». Cela ne peut pas fonctionner : dès que nos soldats sont engagés en opération, l'absence de munitions met rapidement en danger nos soldats qui n'ont plus les moyens nécessaires pour conduire leurs missions, voire pour se protéger des forces adverses.

Stocks échantillonnaires

Le constat de stocks échantillonnaires dépasse les frontières de l'Hexagone. Le général Richard Barrons, ancien chef d'état-major britannique, déclarait en février 2023 qu'après des années de réduction des livraisons, « *pour certains types d'armes clés, l'armée serait à court de munitions après une après-midi chargée* ». Il estimait que le Royaume-Uni disposait de stocks permettant uniquement de soutenir un engagement de haute intensité pendant une semaine environ.

Le principe de stricte suffisance fonctionne bien dans la dissuasion nucléaire mais il est trompeur, voire criminel pour les munitions et les missiles. La dissuasion fonctionne sur le principe de non-emploi, c'est-à-dire que l'existence de ces armes doit empêcher en soi une action de l'ennemi. Pour les munitions et les missiles, il est nécessaire d'engager ces armes face à l'adversaire pour le contraindre à revoir ses plans et lui imposer notre volonté. C'est pourquoi, dans les armes conventionnelles, la quantité est une qualité en soi.

Il est difficile de connaître l'état des stocks de munitions, car il s'agit d'une donnée classifiée, et donc de jauger la pertinence des stocks actuels. Toutefois, il est très probable que la France et ses principaux alliés soient dans une situation semblable à celle du Royaume-Uni compte tenu des commandes très réduites qui ont été passées au cours des dernières années. Une situation des plus préoccupantes...

Le stock vient avant le flux

Entre les objectifs du discours sur l'économie de guerre et la réalité des engagements budgétaires, il y a un grand écart évident. Imposer un changement de tempo à l'industrie, qui a fonctionné à rythme ralenti pendant des années, était nécessaire mais ce changement de cadence et de volume ne peut être efficace qu'en accroissant aussi la taille des stocks à pourvoir.

Il ne faut pas confondre la logique de flux et la logique de stocks. Certes, l'industrie a réussi à accroître ses cadences de production de manière somme toute rapide en quelques mois, mais cet effort peut être vain si les armées ne révisent pas les stocks dont elles doivent disposer. Du point de vue militaire, le stock vient avant le flux, car il permet d'encaisser le choc de la bataille. Et le flux est nécessaire pour maintenir le niveau des stocks de manière à préserver une capacité d'engagement permettant de contenir l'adversaire et, si possible, de le repousser.

Afin d'être capables de répondre à une menace majeure (la pierre d'angle de toute défense efficace et crédible), deux objectifs sont prioritaires : accroître les stocks de munitions et augmenter la capacité de production. Ces deux dimensions sont liées. Les commandes justifient un accroissement des capacités de production en augmentant les moyens de fabrication et en accroissant les achats intermédiaires. Une capacité de production plus importante permet de régénérer rapidement les stocks en cas de consommation accélérée ou inattendue.

Un changement de tempo de l'État

Le changement de tempo doit concerner l'État tout autant que l'industrie. *It takes two to tango...* Jean-Dominique Merchet soulignait le 22 février 2024 sur France Info que passer en économie de guerre, « *cela veut dire des commandes. L'industriel ne va pas produire s'il n'a pas de commandes* ». Ceci est en particulier vrai pour les PME et ETI qui n'ont pas une trésorerie aussi importante que les grands groupes qui, eux, dépendent des livraisons de leurs partenaires industriels pour être en mesure de répondre aux besoins des armées.

Rheinmetall va produire 700 000 obus en 2024 tous pays confondus, alors que la France peut en produire seulement 3 000 par mois (ce qui représente déjà un triplement de la production par rapport à 2022). Il n'y a pas là de miracle. En 2023, le groupe allemand a conclu un accord-cadre avec la Bundeswehr d'une valeur globale de 1,2 milliard d'euros d'ici à 2029. Ceci explique que Rheinmetall puisse investir 300 millions d'euros pour agrandir sa capacité de production à Unterlüß.

Le Royaume-Uni a passé des commandes de munitions à BAE Systems pour 430 millions de livres sterling en 2023, qui font partie d'un accord-cadre de 2,4 milliards sur 15 ans appelé *Next Generation Munitions Solution*. Pour Charles Woodburn, PDG de BAE Systems, ce partenariat stratégique de long terme avec le ministère britannique de la Défense « *permettra d'augmenter considérablement la production et de maintenir une capacité souveraine vitale pour fournir des munitions de pointe* » (obus de 155 mm et 30 mm et cartouches de 5,56 mm).

Même des pays plus petits s'engagent dans ces contrats pluriannuels. Ainsi, la Belgique négocie actuellement un contrat d'une valeur de 1,7 milliard d'euros avec FN Herstal, qui permettra d'ouvrir de nouvelles lignes de production.

De la constance

La constance est un élément important pour disposer des capacités industrielles adéquates. Le ministère des Armées examine en ce moment la réimplantation en France d'une capacité de production de munitions de petits calibres. Rappelons qu'un projet similaire piloté par Thales, NobelSport et Manurhin avait été envisagé sous Jean-Yves Le Drian en 2017. Si Florence Parly et Bercy n'avaient pas arrêté ce projet considéré non viable économiquement, la France serait

aujourd'hui autonome en la matière. Pourtant, ces activités ont toujours été rentables en Allemagne, Scandinavie, Suisse, Italie, République tchèque... qui n'ont pas pour autant des besoins nationaux si différents de ceux de la France.

La constance est d'autant plus importante qu'accroître la production de munitions et de missiles prend du temps, plus encore s'il s'agit de développer de nouveaux moyens industriels. Grâce à son contrat-cadre au Royaume-Uni, BAE Systems va multiplier par huit sa capacité de production d'obus de 155 mm. Pour Woodburn, l'une des leçons du conflit en Ukraine est que, même si les entreprises peuvent accroître l'utilisation de l'outil industriel existant, *« il y a des limites à ce que vous pouvez faire (...) Vous pouvez quasiment doubler votre débit en ajoutant des équipes et en exploitant votre capacité jusqu'à saturation, mais vous ne pouvez pas faire plus que doubler le volume de livraisons »*.

Pour doubler ce volume, ajoute-t-il, cela prend du temps : il faut anticiper un délai de l'ordre de deux ans. Il s'agit ici d'une deuxième dimension essentielle : matériels, munitions et missiles sont des équipements complexes, requérant des multiples étapes de fabrication qui impliquent de nombreuses entreprises. Il n'est donc pas possible de commander à la dernière minute. L'enjeu porte notamment sur l'approvisionnement en matières premières et en produits élaborés de base comme les explosifs.

Cela veut dire que si l'État commande aujourd'hui, la filière industrielle ne sera pas capable de livrer le matériel correspondant avant plusieurs mois, voire plusieurs années. Même aux États-Unis, en dépit d'une industrie gigantesque comparée à celle de la France, les livraisons nécessitent des délais incompressibles en dépit de capacités industrielles prêtes à l'emploi. Pour produire un missile Patriot, il faut entre 35 et 40 mois.

Commandes pluriannuelles

Des commandes pluriannuelles (et non de vagues promesses qui n'engagent que ceux qui y croient) sont essentielles pour justifier des investissements massifs, longs à mettre en œuvre et nécessitant plusieurs années de production pour être amortis. Faute de commandes, serait-il raisonnable pour une entreprise d'accroître ses investissements et de produire par anticipation « juste au cas où » ?

Les stocks de munitions et de missiles ont bien entendu un coût. Au Royaume-Uni, le général Barrons estimait en 2023 dans une tribune publiée par le [Sun](#) que *« reconstruire l'armée afin qu'elle puisse faire face à une attaque surprise russe coûterait 3 milliards de livres sterling en plus des dépenses déjà programmées chaque année pendant la décennie à venir »*.

Un chiffre équivalent serait certainement nécessaire pour la France au-delà de ce que la LPM 2024-2030 prévoit déjà : 16 milliards d'euros (2,3 milliards par an). Ce montant peut sembler important, mais il faut garder en tête qu'un obus de 155 mm coûte 4 000 euros pièce, un obus intelligent type Bonus 30 000 euros, un missile Mistral 300 000 euros et un missile Aster 2 millions d'euros. Compte tenu des niveaux de consommation en situation de guerre, les budgets actuels sont nettement insuffisants et ne couvrent que les besoins déjà identifiés avant 2022.

Un tigre de papier

Cette approche par la dépense est d'ailleurs la raison qui a conduit les décideurs publics, quelle que soit leur couleur politique, à réduire progressivement les stocks. Cependant, tout coût doit être mis en parallèle avec les bénéfices attendus. Ils constituent une assurance pour la sécurité internationale de la France à deux niveaux.

D'une part, les armées doivent être en mesure d'assurer dans la durée une réponse militaire à une menace. Sans de tels stocks, une armée n'est qu'un tigre de papier dont la réalité apparaît rapidement après le choc de l'affrontement. Que peuvent faire les troupes les mieux aguerries sans les moyens de leurs actions ? La constitution de stocks à bon niveau est une nécessité pour garantir de pouvoir tenir face à l'adversaire, comme le montrent une fois encore les difficultés que rencontrent les troupes ukrainiennes ces dernières semaines.

D'autre part, les stocks de munitions et de missiles participent de la protection de la France en crédibilisant notre capacité à faire face à une agression. En effet, l'épaisseur des moyens a, en soi, un effet dissuasif car l'adversaire doit en tenir compte lorsqu'il estime ses chances de victoire. Qui s'y frotte s'y pique... À l'inverse, l'absence de stocks peut donner à l'adversaire le sentiment qu'il pourrait rapidement nous faire plier.

De ce fait, les stocks sont certes une dépense mais ils contribuent en même temps à la posture de défense en crédibilisant nos armées dans leur capacité à agir et à tenir. Ils représentent un investissement qui entre pleinement dans l'équation de notre sécurité internationale et doivent être considérés au-delà d'une évaluation purement budgétaire. Une conclusion s'impose : nous ne sommes pas prêts à faire face à un contexte de guerre majeure face à un pays doté de moyens militaires conséquents. En conséquence, la France doit accroître les stocks de munitions pour garantir sa sécurité.

** Le groupe Mars, constitué d'une trentaine de personnalités françaises issues d'horizons différents, des secteurs public et privé et du monde universitaire, se mobilise pour produire des analyses relatives aux enjeux concernant les intérêts stratégiques relatifs à l'industrie de défense et de sécurité et les choix technologiques et industriels qui sont à la base de la souveraineté de la France.*

Crédit image : Nexter